

Jacques Cheminade.fr

La France avec les yeux du futur

Archives

Joie

mercredi 21 juillet 2010

La société française n'a plus le moral. L'argent, partout, est roi. Les plus hautes autorités de l'Etat donnent l'exemple du bon plaisir et des conflits d'intérêt. C'est le moment que choisit François Fillon pour rompre le « tabou sémantique » du gouvernement et prononcer le mot rigueur. « *Rigueur, rigueur, rigueur, si vous voulez je vous le redis* », a plaisanté cyniquement le Premier ministre à des milliers de kilomètres de son pays. Il s'est engagé à réduire le déficit de 8 % du PIB, prévu cette année, à 3 % en 2013, soit d'approximativement 100 milliards d'euros sur trois ans, ce qui suppose un saccage des budgets d'intervention (aides sociales, aides à l'emploi...) et des dotations en faveur des régions et des départements, ainsi que la suppression d'emplois dans les hôpitaux, le déremboursement de nouveaux médicaments, le durcissement de l'admission en longue maladie et l'aggravation des tarifs pour les analyses médicales et les opérations, comme celle de la cataracte. Il s'agit du démantèlement du programme du Conseil national de la Résistance, voulu par les Denis Kessler et les Michel Pébereau.

Cette rigueur épargne les financiers. Ainsi la Banque centrale européenne, alors qu'arrivait, le 1er juillet, l'échéance d'un prêt massif de 442 milliards d'euros aux banques, a renouvelé les « allocations de liquidité » à tous les établissements qui en éprouvaient le besoin.

Sarkozy et Fillon adoptent la désastreuse politique de Pierre Laval en 1935 ou celle qu'Alain Juppé avait tenté d'imposer en 1995. Cependant, ils ne sont pas les seuls. Ils ne font que reprendre, à l'échelle de la France, ce qui est pratiqué en Allemagne, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Cela ne les dédouane pas pour autant mais démontre une chose : que Barack Obama, David Cameron, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy doivent partir tous ensemble, et que le plus tôt sera le mieux.

Le cas britannique est particulièrement révélateur. Les réductions de dépenses publiques de 40 % qui sont prévues par Londres constituent les coupes les plus draconiennes jamais mises en œuvre dans une démocratie occidentale. Police, pompiers, transports, énergie, universités, soutien aux entreprises, tous en sont atteints. Les établissements scolaires sont rangés dans la catégorie « gaspillage ». Les cercles proches du gouvernement ont élaboré le concept de « *mode de penser médiéval* ». En clair, on détruit l'Etat-nation et ses instruments, le service et le droit publics, et on y substitue la gestion locale d'une multitude de féodalités livrées à elles-mêmes, avec des barons, des corporations, des réseaux, des suzerains et des vassaux. C'est à peine croyable, mais ce sont les thèses du « *roi philosophe des conservateurs* », Phillip Blond.

Cependant, ne voit-on pas poindre le nez de la même chose chez nous ? N'est-ce pas déjà le monde de nos barons régionaux et départementaux ? Leur aveuglement et leur suffisance, tragico-mique dans l'affaire Bettencourt, viennent de la conviction que le vent de l'histoire souffle de leur côté.

Eh bien non, ils se trompent ! Leur système, en ce bel été 2010, vacille sur ses bases. Il ne peut continuer. Le choix est entre le chaos, si nous le laissons entre les mains de ses guides actuels, et le retour à un monde de la création, du travail et de l'équipement de l'homme et de la nature. Il s'agit d'une partie terrible. Le 7 septembre sera une étape, à condition que nous donnions un horizon à la colère du peuple. Il ne suffit pas d'écarter ceux qui le méritent, il faut donner

l'imagination et la joie d'un projet à ceux qui seront demain responsables.

Jacques Cheminade
